

Le Plan solaire méditerranéen et l'Espagne

José María Marín Quemada, Gonzalo Escribano

Le Plan solaire méditerranéen vise l'installation de 20 GW de capacité de production d'énergie renouvelable sur la rive sud de la Méditerranée à l'horizon 2020

Contrairement à Desertec se concentrant sur l'énergie solaire thermique, le PSM inclut l'énergie éolienne et photovoltaïque et offre des perspectives pour les entreprises espagnoles

À court terme, l'alternative serait d'élargir la coopération entre le Maroc et l'Espagne, le corridor électrique naturel entre l'UE et l'Afrique du Nord

Le Plan solaire méditerranéen (PSM) vise l'installation de 20 GW de capacité de production d'énergies renouvelables sur la rive sud de la Méditerranée et leur intégration dans le système énergétique européen, d'ici 2020. C'est le projet qui a suscité le plus d'attente de ceux faisant partie de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Il permettra de faciliter l'atteinte des objectifs de l'Union européenne (UE) en matière d'énergies renouvelables, de promouvoir le développement des pays méditerranéens voisins de l'UE et d'approfondir dans l'intégration euro-méditerranéenne, en l'élargissant du secteur commercial, à celui des énergies renouvelables. Cet article argumente que le PSM offre des perspectives importantes au secteur électrique espagnol et si l'on n'en tire pas profit, elles pourraient le reléguer à la périphérie d'un éventuel espace énergétique paneuroméditerranéen, pour les énergies renouvelables.

Étant donné qu'il est à la fois un pont naturel entre l'Europe et l'Afrique du Nord et l'un des leaders mondiaux des énergies renouvelables, le PSM offre de bonnes perspectives pour l'Espagne et son secteur électrique. Conçu au sens large pour inclure les entreprises électriques, d'ingénierie, les producteurs d'équipements, l'opérateur de réseau y compris le régulateur, il bénéficie de l'expérience et du positionnement géographique adéquat pour se consti-

tuer comme un acteur clé de l'initiative. En outre, le PSM implique un potentiel d'intégration physique et normative du secteur électrique, au niveau paneuroméditerranéen. Bien qu'il se limite aux énergies renouvelables, dans la mesure où cela entraîne la construction d'infrastructures et la création de nouveaux mécanismes réglementaires conjoints, il pourrait, à long terme, dégager la voie de l'émergence d'un espace électrique euroméditerranéen et ses implications logiques pour la configuration de la future carte électrique de la zone.

L'évolution du PSM (et d'autres initiatives comme Desertec ou Transgreen), affecte, sous plusieurs aspects, le secteur électrique espagnol. Le secteur privé électrique espagnol s'est montré très actif, tant de la part des entreprises productrices d'équipements que de celles d'ingénierie ou des entreprises de services énergétiques, et bien entendu des *utilities* et du Réseau électrique espagnol (Red Eléctrica de España-REE). Le secteur électrique espagnol et énergétique, en général, est habitué à travailler dans les pays voisins de la Méditerranée, ce qui le place, grâce également à la position géographique de l'Espagne, dans une situation privilégiée pour tirer profit du PSM, mais cela l'oblige aussi à affronter ses enjeux avec plus de responsabilité et à l'aide d'un calendrier adéquat qui ne devrait plus être retardé.

Les perspectives immédiates sont celles offertes aux entreprises espagnoles. Le PSM prévoit l'installation de 20 GW de capacité de production d'énergie renouvelable sur la rive sud de la Méditerranée d'ici 2020, alors qu'il existait seulement 1 GW, en 2005. Contrairement à Desertec se concentrant sur l'énergie solaire thermique, le PSM inclut l'énergie éolienne et photovoltaïque. Ainsi, d'un point de vue industriel, l'Espagne dispose de producteurs locaux de ces deux technologies. Une grande partie de ces équipements pourrait être approvisionnée par ces entreprises, ce qui impliquerait un marché important dans le cadre d'une conjoncture particulièrement difficile concernant la demande intérieure espagnole de ces équipements. Ces réflexions peuvent également s'appliquer à l'industrie auxiliaire. Il faut savoir que la concurrence soi-disant déloyale des panneaux photovoltaïques chinois affecte non seulement les marchés communautaires, mais aussi les marchés tiers de l'industrie européenne.

Il en est de même pour les entreprises d'ingénierie présentes sur le marché de la construction d'installations renouvelables et de réseaux de transport, ainsi que pour celles offrant des services énergétiques liés au fonctionnement et à la maintenance qui, par ailleurs, opèrent déjà sur les marchés internationaux, y compris ceux du sud de la Méditerranée.

José María Marín Quemada, professeur titulaire d'économie appliquée, Université nationale d'enseignement à distance (UNED) ; Gonzalo Escribano, professeur d'économie appliquée, UNED, directeur du Programme d'énergie du Real Instituto Elcano.

Le secteur financier espagnol a aussi une expérience dans le financement d'installations renouvelables et de projets en Afrique du Nord, et pourrait participer au financement de certains projets du PSM. Les principaux *utilities* espagnols sont également présents dans la région et comptent d'ailleurs sur une grande expérience en matière d'énergies renouvelables. Le PSM leur offre l'occasion d'accroître leur pénétration et de se positionner à long terme, face à une éventuelle intégration énergétique euro-méditerranéenne plus profonde. La tendance des marchés électriques dans le sud de la Méditerranée est de viser à une libéralisation progressive et contrôlée et, d'un point de vue économique et politique, le secteur des énergies renouvelables est certainement celui qui pose le moins de problèmes de concurrence aux acteurs locaux actuels.

En ce qui concerne la gestion des réseaux, REE est l'un des acteurs les plus actifs de la région. Il gère non seulement la seule interconnexion opérationnelle entre l'UE et la rive sud de la Méditerranée, mais il participe aussi à la réalisation de la boucle électrique méditerranéenne et à l'amélioration de la gestion des réseaux, dans plusieurs pays. C'est également l'un des opérateurs de réseau ayant le plus d'expérience à l'international, dans la gestion des énergies renouvelables et il participe à des initiatives comme le PSM et son projet de partenariat Transgreen et à celui de Desertec.

Cependant, les possibilités du PSM pour le secteur électrique espagnol vont bien au-delà des intérêts commerciaux particuliers. L'élément le plus immédiat est la nécessité de fournir une demande électrique à long terme, sous la pression de contraintes environnementales de plus en plus fortes, de la part de l'UE. En Espagne, la demande d'électricité s'est accrue à un rythme supérieur à celui du PIB, ce qui permet de prévoir des croissances futures importantes une fois surmontées les difficultés économiques actuelles. À long terme, la question est donc de savoir comment utiliser les énergies renouvelables disponibles dans les pays tiers et les intégrer au mix énergétique espagnol.

L'intégration des énergies renouvelables dans un espace énergétique pan-euroméditerranéen suppose l'interconnexion physique et normative des marchés électriques de l'UE avec ceux de la rive sud par le biais de corridors électriques, dont le tracé a des implications directes pour le secteur électrique espagnol et, par extension, sur la définition du mix énergétique national. Son propre tracé influe sur la localisation géographique des capacités de production d'énergie verte, sur le type de technologies renouvelables appliquées, sur la puissance installée et sur le coût marginal de production future. Ainsi, le plan d'investissement du Clean Technology Fund pour l'énergie solaire thermique, concentrée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, comprend deux propositions d'interconnexion, la première en Jordanie, pour renforcer la connexion avec l'Europe et la seconde en Tunisie-Italie. Une proposition semblable a été faite par le projet MED-EMIP (2010). Les installations de production sont réalisées là où il y a un accès au réseau, ce qui détermine la technologie optimale et la capacité, et donc, le coût. Par une interconnexion Tunisie-Italie, les installations auraient tendance à se situer au Maghreb oriental et la technologie primaire serait l'énergie solaire thermique, étant donné que le potentiel éolien est relativement faible dans la région.

En revanche, si le corridor part de l'Afrique du Nord en passant par le Détroit de Gibraltar, en renforçant les lignes existantes et en construisant de nouvelles lignes de plus grande capacité, ou bien si l'on posait une nouvelle ligne (comme il était prévu) en parallèle au Medgaz depuis Oran jusqu'en Algérie, les installations devraient être faites au Maroc et en Algérie et adopter une combinaison d'énergie solaire et éolienne plus équilibrée. La pose de lignes depuis le Machrek ou même depuis le golfe Persique comme le prévoit Desertec, aurait un impact géo-économique centré sur la Méditerranée orientale : les corridors passeraient au travers de la Turquie ou sous la Méditerranée orientale pour rejoindre l'Europe méridionale par l'est. Bien évidemment, le gros de la production serait fait en utilisant une éner-

gie solaire thermique qui serait destinée aux marchés d'Europe centrale.

Alternatives à court terme

Mais les implications du PSM vont bien au-delà, car il doit aussi s'agir d'un programme de développement énergétique de coopération et contribuer au développement de la rive sud de la Méditerranée. C'est-à-dire, un instrument de politique extérieure communautaire, visant des objectifs politiques dans une région en pleine mutation qui nécessite des appuis économiques. Les défis lancés par le PSM sont énormes, car il demande de grands investissements en infrastructures, un cadre institutionnel adéquat et des mécanismes d'appui transparents. En l'absence de mécanismes visibles et concrets à court terme, le PSM pourrait perdre une bonne partie de sa crédibilité. À la grave crise financière de l'Europe et les difficultés pour mobiliser les ressources financières nécessaires, s'unit la situation convulsée de la rive sud de la Méditerranée.

Il semblerait donc qu'une alternative faisable à court terme serait d'explorer et d'élargir la coopération existante entre le Maroc et l'Espagne, qui constituent le corridor électrique naturel entre l'UE et l'Afrique du Nord, détiennent la seule interconnexion électrique opérationnelle entre l'UE et le sud de la Méditerranée. Les complémentarités en termes de technologie, de ressources renouvelables et humaines sont importantes, et surgissent entre des pays ayant une longue expérience en matière de coopération électrique, à tous les niveaux. Ce projet hispano-marocain devrait pouvoir s'étendre au Portugal, à la France et à l'Algérie comme une phase intermédiaire, avant son extension au reste de l'UE et de l'Afrique du Nord, et pourrait constituer la première étape d'une mise en pratique ambitieuse. À la suite des difficultés éprouvées par le Secrétariat de l'UpM dès sa création, il est à souhaiter qu'il puisse assumer la direction du projet et le revitaliser. Ses implications stratégiques, à long, terme sont toujours importantes. ■